



ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

3 | 2002

**Le facteur culturel dans la traduction des textes
pragmatiques**

Décalages et interférences en traduction juridique espagnol-français

Setty Alaoui Moretti



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/804>

DOI : 10.4000/ilcea.804

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2002

Pagination : 51-69

ISBN : 2-9515849-0-3

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Setty Alaoui Moretti, « Décalages et interférences en traduction juridique espagnol-français », *ILCEA* [En ligne], 3 | 2002, mis en ligne le 08 juin 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/804> ; DOI : 10.4000/ilcea.804

Décalages et interférences en traduction juridique espagnol-français¹

SETTY ALAOUÏ MORETTI

Université Stendhal-Grenoble 3, GREMUTS

Dans certains domaines de traduction spécialisée, comme la science, la technologie ou l'économie, l'évolution du monde contemporain vers la mondialisation a rapproché les réalités et les mots. Un terme technique ou scientifique aura un même référent universel et donc un équivalent exact dans une langue déterminée. Pour le traducteur, la tâche est relativement aisée puisqu'il s'agira principalement de maîtriser la terminologie, la syntaxe et la stylistique.

Le monde juridique est différent. Chaque système de droit se caractérise par sa singularité fondamentale étant donné qu'il est élaboré dans un contexte national bien précis et destiné à répondre aux aspirations spécifiques d'une communauté. C'est ainsi que le droit exprime au plus haut degré la culture. Par ailleurs, les textes juridiques sont difficiles à classer du fait de leur situation de production et de leur mode de diffusion. La traduction juridique (ou les traductions juridiques étant donné la grande variété de textes législatif, judiciaire, administratif, commercial, théorique et para-juridique) est une traduction technique qui utilise des outils spécialisés, mais elle est aussi culturelle puisqu'elle se réfère à des institutions humaines différentes, elle est scientifique de par sa méthode rigoureuse et sociale du fait de son adaptation continue et son évolution dynamique.

Et si l'on peut dire, en partant des critères linguistiques définis par Laurian (1980 : 135-157) que dans les autres domaines de spécialité, le *spécialiste* s'adresse à un spécialiste (discours de recherche), le *journaliste spécialisé* s'adresse au *grand public* (discours de vulgarisation) et le *didacticien* s'adresse aux apprenants (discours didactique), il n'en va pas de même pour les textes de droit ou les textes réglementaires car, même lorsqu'ils sont produits par des spécialistes (c'est le cas des Codes par exemple), ceux-ci s'adressent, en principe, à tout le monde puisque « nul

1. Je voudrais remercier Paz Cano Sallarés, avocat au Barreau de Barcelone et Miguel Guerrero Acosta, avocat aux Barreaux de Lyon et de Madrid, pour toute l'aide apportée dans l'approche comparative des systèmes juridiques français et espagnol.

n'est censé ignorer la loi» même si, dans la pratique, les textes de droit sont souvent incompréhensibles pour le grand public :

Le langage du droit est un langage de groupe, un langage technique, un langage traditionnel. C'est l'ambiguïté (ou le défi) d'être tout à la fois savant (dans son origine) et populaire (par destination), technique de facture et civique de vocation (Cornu, 1990 : 23)

Au niveau de l'approche, le traducteur peut adopter deux attitudes : la tendance à la transposition lexicale, littérale ou l'approche interprétative visant l'équivalence fonctionnelle. Le postulat du texte juridique est la clarté et la précision dont dépend l'application d'un des principes fondamentaux du droit : la sécurité juridique. Mais tout texte juridique est potentiellement l'objet de l'interprétation dans le cadre soit de la doctrine soit de la jurisprudence. En ce sens, l'interprétation est un des piliers de la construction juridique parce que le message est complexe : « écrit, le texte *parle* tout autant dans la façon dont le reçoit celui qui le lit que dans l'intention, parfois cachée, de son auteur » (Rouland, 1991 : 34).

Le traducteur ne peut donc pas se contenter de transcoder un texte juridique, il doit rechercher le vouloir-dire de l'auteur, l'interpréter et le reformuler pour qu'il produise dans la langue cible, les mêmes conséquences juridiques que le texte source. Il faut appréhender le sens profond d'un texte conçu dans une langue donnée, par référence à un système juridique déterminé et le rendre dans une langue étrangère de façon compréhensible pour un récepteur qui raisonne sur la base d'un ordre juridique différent². La traduction juridique implique donc un effort important d'interprétation et de création d'équivalences fonctionnelles, contextuelles, qui prennent en compte tous les aspects sociolinguistiques du texte source tout en respectant la norme.

Tout autant qu'une affaire de langue, la traduction est dès lors affaire de droit comparé car il s'agit avant tout de rendre les concepts et institutions juridiques sous-jacents. C'est dans ce sens que l'on parle de bi-linguisme (langue française-langue espagnole) et de bi-juridisme (droit français-droit espagnol) toujours abordés au niveau des équivalences.

Caractéristiques et difficultés

Il est vrai qu'entre les textes juridiques anglais et français, les différences sont fondamentales au niveau du fond et de la forme et reflètent

2. C'est ce que Eugène Nida appelle « l'équivalence dynamique » entendue comme une recherche d'adéquation entre le texte source et le texte cible (E. Nida, 1964 : 159).

d'importantes divergences culturelles qui sont autant de problèmes à résoudre. Mais même dans les cas où l'on observe des institutions comparables (comme c'est le cas entre la France et l'Espagne), elles ne coïncident pas totalement d'un pays à l'autre, au mieux elles se recoupent avec des parties communes et des parties spécifiquement nationales.

C'est dans ce sens que l'on peut dire que l'une des caractéristiques du droit est son irréductibilité : l'édifice juridique d'une nation est rarement semblable à celui d'une autre nation et encore moins transposable. Cette irréductibilité peut être totale (pour tout ce qui a trait à l'organisation de la réalité propre d'une nation et d'une langue comme, par exemple, le droit du travail, le droit fiscal, l'échelle de sanction des infractions, l'organisation du pouvoir judiciaire) ou partielle lorsqu'il existe des structures communes aux droits nationaux soit du fait d'une origine commune (inspiration du droit germano-romain par exemple) soit par emprunts (le droit espagnol a beaucoup emprunté au droit français mais aussi au droit allemand) ou encore et, bien sûr, du fait de la volonté unificatrice nécessaire au bon fonctionnement des institutions communautaires.

Une autre caractéristique, c'est que le langage juridique est inséparable du langage courant et donc source de décalages et d'interférences. En s'appuyant sur les fonctions linguistiques, les grands juristes comme Gérard Cornu (Cornu, 1990 : 23) ou Antonio Hernández Gil établissent une différence typologique entre le langage des normes (langage législatif) et celui des juristes, c'est-à-dire entre le langage du droit (l'ensemble des énoncés de droit) et le langage juridique (un langage professionnel employé par les membres des professions judiciaires et juridiques dans l'accomplissement de leurs tâches) :

El lenguaje de las normas [...] suele considerarse como un lenguaje técnico. Creo, no obstante, que es preciso hacer algunas matizaciones. No lo es en el grado superior en que lo son los lenguajes técnicos. [...] Quizás es un estrechamiento excesivo reducir la especificidad del lenguaje jurídico al léxico y éste al uso de las palabras. Las hay que no simplemente suponen un uso distinto, sino la introducción de la palabra o de una locución por el derecho. Como también influyen en la sintaxis gramatical ciertas construcciones jurídicas. [...] El lenguaje, para el Derecho, es algo más que un modo de exteriorizarse : es un modo de ser. La norma, destinada a regir la conducta de los hombres, está encarnada en la palabra. La precisión y la claridad no actúan aquí como simples valores estéticos sino como verdaderos valores humanos. La justeza de la expresión no es extraña a la justicia del resultado. El Derecho impone al lenguaje una severa disciplina (Hernández Gil, 1988 : 38)

Le langage juridique est enfin réputé, à tort ou à raison, pour son intraduisibilité puisqu'il est exclusivement national. Ce qui rend d'autant plus crucial le problème des équivalences.

La traduction juridique pose, par ailleurs, de sérieux problèmes dans la mesure où, très souvent, la traduction du document produit des effets

juridiques comme, par exemple, dans un document contractuel qui implique un engagement moral et/ou financier : en cas de faute grave, le montant des dommages et intérêts peut être élevé. Les conséquences sont tout aussi graves dans la traduction de textes judiciaires pour lesquels on recommande la plus grande littéralité en ce qui concerne la dernière partie de la demande, le dispositif ou «*el suplico*»³ en droit processuel, qui va conditionner le verdict du juge. Il doit y avoir un parallélisme rigoureux et une correspondance parfaite entre les questions posées par le demandeur et le verdict final de sorte que l'emploi ou l'absence d'une virgule, d'une préposition, d'une conjonction dans le «*suplico*» peuvent avoir des conséquences décisives pour la réussite ou l'échec de l'action. Nous trouvons là une autre caractéristique du texte juridique, à savoir son caractère contraignant car, qui dit norme juridique dit obligation dit contrainte dit sanction (Gémar, 1988 : 305). Ainsi donc, et comme dans d'autres domaines de spécialité, ce qui fait la spécificité du langage juridique n'est donc pas uniquement son lexique, mais aussi et surtout, ses constructions juridiques, son organisation textuelle.

Interprétation

Par définition, le langage juridique requiert l'interprétation de normes, de contrats, de testaments pour ne citer que quelques exemples dans la grande variété de textes. On part d'une ou plusieurs propositions pour tenter non pas de vérifier un sens mais plutôt de lui en conférer. Il est généralement reconnu que dans le domaine du Droit, les textes juridiques ne sont pas ce «*qu'ils disent*» (sens littéral) mais «*ce que l'on comprend qu'ils disent*» (leur interprétation). Je citerai, comme exemple, l'article 3 du Code Civil espagnol qui établit que les normes seront interprétées selon leur sens littéral mais en tenant compte de la réalité sociale du moment où elles doivent être appliquées et en respectant fondamentalement leur esprit et leur finalité : «*las normnas se interpretarán según su sentido literal pero teniendo en cuenta la realidad social del tiempo en que se han de aplicarse y atendiendo fundamentalmente a su espíritu y finalidad*». Il en va de même pour les contrats où l'intention commune des parties prévaut. La lecture de textes juridiques est donc une lecture dynamique et créative, la littéralité n'étant que le point de départ vers l'interprétation qui conduira à une lecture donnée

3. Le dispositif (*el suplico*) est la dernière partie de la demande formulée à l'intention du Tribunal (Droit processuel, V. défense) qui commence par «*Plaise au Tribunal*» et en espagnol par «*Suplico al Juzgado*».

selon le contexte problématique du texte juridique. Faire du droit, c'est donc s'initier obligatoirement au langage juridique : vocabulaire, style, genres, contextualisation, interprétation.

Beaucoup s'accordent à dire que le langage juridique est devenu un univers autonome mais ce qui complique encore plus les choses, c'est que les frontières entre langage juridique et langage commun sont incroyablement flexibles et perméables. Dire que le langage législatif est uniquement technique serait une erreur car cela reviendrait à réduire la spécificité du langage juridique au lexique et le lexique à l'usage des mots. Or, certains termes ou locutions ne sont pas seulement porteurs d'un autre sens mais générateurs du sens dans le domaine juridique. Ce sont, par exemple, tous les termes juridiques qui sont passés dans le langage commun avec un sens dérivé comme :

- *Hipoteca*: El Alcalde está hipotecado por sus compromisos adquiridos durante la campaña electoral (le Maire est tenu par les engagements pris durant la campagne électorale);
- *Colación*: hay que traer a colación las palabras del Presidente (il faut citer à l'appui les paroles du Président);
- *Sentencia*: mi padre siempre está sentenciando (mon père passe son temps à sermonner)⁴.

Mais si des termes juridiques passent dans le langage commun, l'inverse est encore plus fréquent. Et dans ce cas, non seulement ces termes sont absorbés par le juridique mais ils finissent par acquérir une signification propre, spéciale, différente du langage commun, ce qui constitue sans aucun doute l'une des premières sources de confusion et le principal danger de la traduction juridique. Nous pouvons relever ici les premiers décalages et interférences intralingua entre le langage juridique et le langage commun qui vont s'accentuer lorsqu'on passe d'une langue source à une langue cible, du droit source au droit cible.

4. *L'hypothèque*, dans le langage figuré, est prise pour la charge qu'elle fait peser sur le débiteur mais non pour la garantie qu'elle procure au créancier.

Colación de bienes a la masa de la herencia: rapport à succession.

Colación in natura: rapport en nature.

Traer a colación: citer à l'appui, en vouloir pour preuve. C'est une expression juridique devenue familière.

Sentencia: décision judiciaire, jugement de première instance ou arrêt en appel ou de cassation. Ce terme, comme beaucoup d'autres, a pris un sens neutre qui s'est détaché du juridique. Certains vont parfois jusqu'à une rupture de sens.

Différentes catégories de termes

De façon générale, on peut dire que le vocabulaire juridique peut être divisé en cinq groupes de termes :

- les termes qui appartiennent exclusivement au langage juridique, qui n'ont pas d'autre sens que le juridique et ne sont pas utilisés dans le langage commun comme, par exemple : *comodat*, *emphythéose*, *préciput*, *fideicommis*, (créancier) *quirographaire*, etc.
- les termes principalement juridiques qui sont passés dans le langage commun avec un sens dérivé (*hypothèque*, *précaire*, etc.)
- les termes propres au langage commun qui acquièrent, dans le domaine juridique, une signification particulière (donc différente) même si elle est dérivée du langage commun (et donc pas complètement différente). Par exemple, on parle de *vices cachés* (*vicios ocultos*) lorsqu'on se réfère aux défauts non visibles de la chose vendue, de *capacité* (*capacidad*) en tant qu'aptitude à réaliser des actes juridiques ou exercer des droits de citoyen, de *droit des aliments* pour désigner non seulement l'alimentation mais aussi le logement, l'habillement, la santé, l'éducation autant d'obligations des parents envers leurs enfants (Cornu, 1990 : 78-84)
- les termes à forte charge juridique comme la *cause* d'un contrat (*causa* de un contrato)⁵ qui n'est pas une des raisons ayant présidé à sa constitution mais une condition essentielle pour la validité des contrats. C'est un concept juridico-technique servant à contrôler la légalité ou l'illégalité des motifs qui ont amené les parties à passer contrat.
- les termes de double appartenance qui sont la source principale de confusion puisque leur sens est totalement différent : ce sont les faux amis. Par exemple, lorsqu'on dit que « *un derecho se extingue por confusión* » (extinction d'un droit, d'une obligation par confusion)⁶, on ne parle pas de confusion ou de chose embrouillée mais du fait que le créancier devient débiteur. La « *repetición del pago de lo indebido* »⁷ ne signifie pas payer à nouveau mais exiger le remboursement. Répétition est ici synonyme de rembourser ce qui a été payé en excès ou de façon indue. Lorsqu'on parle de « *deudores obligados solidariamente* », on ne parle pas de solidarité et collaboration entre les personnes mais on veut dire que le créancier a le droit d'exiger le paiement de la dette totale à l'un ou l'autre des débiteurs.

5. C. civ. esp., a. 1274-1277.

6. C. civ. esp., a. 1192.

7. C. civ. esp., a. 1895-1901.

Différents cas d'équivalence

Les problèmes d'équivalence (et leurs solutions) peuvent être divisés en deux catégories : les équivalences entre systèmes juridiques entiers et les équivalences terminologiques (de notions et de dénominations) qui peuvent être soit parfaites, soit partielles, soit inexistantes, comme le souligne Pienkos (1990 : 470) :

Il convient tout d'abord de constater que dans toute traduction juridique nous pouvons être en présence de trois sortes de termes : ceux qui ont un équivalent sémantique, ceux qui n'ont pas d'équivalent précis dans une langue mais pour lesquels on peut trouver un équivalent fonctionnel dans l'autre langue et ceux qui sont évidemment intraduisibles.

Dans la première catégorie, le traducteur est confronté à une problématique relativement éloignée de celle de la traduction puisque le problème posé est celui de la « terminographie » spécifique c'est-à-dire la structure du schéma notionnel, la définition des sous-ensembles du schéma et l'équivalence des deux systèmes comparés. Il n'en demeure pas moins que le cadre notionnel général, généré par la philosophie d'un système, influence le contenu de chaque terme et que les définitions du droit impliquent une organisation précise de la matière, irréductible à toute autre, qui doit rester intacte dans le schéma notionnel élaboré.

À titre d'exemple, on peut citer les *Causas de justificación* dont l'existence est, semble-t-il, niée par la doctrine française qui ne distingue pas entre la notion de faute et celle d'illicéité, même si cette notion générique apparaît dans des textes de droit général et de droit civil français. Ici, il ne peut y avoir de parallélisme avec le schéma notionnel espagnol où ces notions ont une existence reconnue et indiscutable. Dans ce cas de figure, le traducteur a le choix entre deux solutions : l'omission ou la reproduction fidèle en droit français d'un schéma existant en droit espagnol. Mais aucune des deux ne peut être satisfaisante : la première lui ferait commettre une grave erreur de méthodologie et la seconde un grave manquement au respect total des différences et particularismes de chaque système. On recommande alors de nuancer voire de corriger cette fusion apparente de deux systèmes par une parenthèse explicative, une note ou encore une remarque du type : « Contrairement au droit français, le droit espagnol... » afin de souligner clairement l'emprunt ou l'adaptation lorsque les schémas notionnels sont parallèles.

Dans la deuxième catégorie, celle des équivalences terminologiques, l'équivalence entre deux termes peut être définie comme l'équivalence notionnelle souvent synonyme d'équivalence littérale, morphologique comme pour la *responsabilidad extracontractual* qui est la responsabilité extra-contractuelle ou la *fuerza de cosa juzgada* qui est la force de la chose jugée. Mais il existe aussi des exemples d'équivalence notionnelle non littérale comme, par exemple :

La fuerza irresistible, qui est la contrainte physique et non la force irrésistible⁸;

El miedo insuperable, pour la contrainte morale et non la peur insurmontable⁹;

Culpable, pour fautif et non coupable;

Culposo, pour quasi-délictuel (mais *el delito culposo* est le délit fautif);

Doloso, pour délictuel;

La capacidad natural de entender y querer, qui renvoie à la capacité aquilienne, à la responsabilité civile.

Ce ne sont là que quelques exemples de faux amis qui soulignent la nécessité d'une approche méthodologique de l'analyse notionnelle afin d'éviter les pièges des évidences trompeuses, d'équivalences de forme morphologiques sans fondement notionnel. On voit donc que plus les droits sont proches, plus le risque de commettre des erreurs grossières est grand. À ce niveau, le traducteur est parfois induit en erreur par la lecture de certains traités de droit comparé où il n'est pas exclu de trouver mention de *responsabilidad por falta*¹⁰ (lorsqu'on parle de *responsabilidad por culpa*), de *Cámara de lo civil*, de *lo penal*, etc. ou de *Tribunal correccional* (calqués sur les expressions françaises alors que les équivalents parfaits espagnols sont *Sala de lo civil*, de *lo penal* et *Tribunal de menores*) ou par certains dictionnaires généraux et juridiques comme, par exemple, pour le terme d'*acusado* (substantif et adjectif): «accusé, prévenu, mis en examen». Or, un inculpé (personne poursuivie au cours de l'instruction préparatoire, *i.e.* mise en examen) devient prévenu lorsque le juge d'instruction rend contre lui une ordonnance de renvoi (il comparaît devant une juridiction répressive jugeant des délits) et il est accusé lorsqu'il est renvoyé devant la Cour d'Assises.

Quant à l'équivalence partielle, il faut distinguer entre l'équivalence partielle notionnelle et l'équivalence partielle linguistique. Il y a équivalence partielle notionnelle lorsque les termes présentent des notions de contenu partiellement identique. Par exemple, l'équivalence entre les *Causas de imputabilidad* et les causes d'imputabilité est partielle car, selon la définition française, il s'agit de :

faits exonératoires de diverse nature qui empêchent de considérer un fait dommageable comme une faute de la part d'une personne ou plus généralement comme un fait à sa charge soit en établissant que l'élément psychologique de la faute fait défaut en sa personne soit parce que le fait provient d'une cause étrangère (à elle non imputable).

8. C. civ. esp., a.1267.

9. Pén. esp., a. 20.

10. «Falta» ne veut pas dire faute mais contravention, délit mineur.

Le terme espagnol ne recouvre que la première partie de la définition à l'exclusion de toute confusion avec la cause étrangère, la *causa ajena* (C. pén. esp., a. 20).

Il se peut aussi que l'emploi de termes correspondants se fasse à des niveaux différents. Par exemple, le terme français de «faute présumée» n'a pas de consistance en espagnol et la référence à la *culpa presunta* ne sera qu'une référence littérale, occasionnelle mais non lexicalisée. Néanmoins, la notion existe en droit espagnol sous la forme de *presunción de culpa* ou *presumir la culpa* (C. civ. esp., a. 1249-1253). Certains termes peuvent aussi avoir une signification identique mais différent quant à leur valeur respective dans les systèmes juridiques considérés, comme par exemple, *acto propio* et «fait personnel». *Acto propio* (*el que por acción*)¹¹ renvoie au fait personnel illicite accompli avec l'intention de causer un dommage à autrui (faute délictuelle) alors que *hecho propio* (*el que por omisión*) fait référence au fait personnel illicite volontaire mais non intentionnel (faute quasi délictuelle). Au niveau de la traduction, il faudra éviter de créer une source d'erreur dans l'utilisation qui en sera faite. Soulignons également que le droit espagnol ignore la dénomination de «responsabilité du fait personnel, du fait des choses, du fait des animaux», etc.» souvent traduite de façon tout à fait impropre par «responsabilidad por hecho propio, por el hecho de las cosas, de los animales».

Dans un cadre aussi général que celui-ci, le risque d'erreur est minime mais il sera important dans un contexte de pratique juridique concrète: traduire, par exemple, *Tribunal Supremo* par «Cour de Cassation» comme le font certains dictionnaires, est incorrect au niveau des compétences de chacun qui sont bien différentes. Il faut donc nuancer l'emploi de ces équivalents partiels par un texte ou une note explicative selon le destinataire et l'usage qui sera fait de la traduction.

Du point de vue linguistique, il y a équivalence partielle lorsque l'usage est différent. Par exemple, le terme «Incapable» (substantif et adjectif qualifiant la personne) a, selon son emploi, six équivalents en espagnol: *incapaz*, *inimputable*, *inculpable*, *inhábil*, *incapacitado*, *discapacitado*. Le schéma pourrait être le suivant:

Incapaz (subs. et adj.)	Incapable (subs. et adj.)
Incapaz (subs.)	Incapable (subs.), (individu présumé incapable)
Inhábil (adj.)	Incapable (adj.) ¹²

11. Responsabilité civile: «El que por acción u omisión causa daño a otro, interviniendo culpa o negligencia, está obligado a reparar el daño causado» (C. civ. esp., a. 1902).

12. *Inhábil* renvoie à une personne frappée d'incapacité soit naturelle soit par disposition de loi. (C. civ. esp., a. 1245-1247).

Inimputable (subs. et adj.) ¹³	Incapable (subs., personne) ¹⁴ Non-imputable (adj., fait)
Inculpable (subs. et adj.)	Incapable (personne) Non-imputable (fait)
Incapacitado (subs. et adj.) ¹⁵	Incapable (subs. et adj.) (individu frappé d'incapacité) (subs).
Discapacitado (adj.) ¹⁶	Incapable (adj.) (personne vulnérable)

Il apparaît clairement dans cet exemple que les matrices terminologiques ou terminogéniques du français ne peuvent pas porter la forme *inculpable* dans le sens espagnol d'*incapaz* (pour les personnes) et de *inimputable* (pour les choses) parce que le sens exclusif qui s'impose est celui de *culpar*, *acusar*. Il en va de même pour *inculpabilidad* qui ne pourra signifier *inimputabilidad*.

Un autre exemple serait celui de la traduction, dans les dictionnaires, du terme « inculpé » (remplacé, dans le NCPP, par « mis en examen ») qui a six équivalents en espagnol :

- *denunciado* (subs. et adj.) : inculpé, mis en examen ;
- *incriminado* (subs. et adj.) : inculpé, mis en examen ;
- *inculpado* (subs. et adj.) : inculpé, mis en examen ;
- *imputado* (subs. et adj.) : inculpé, mis en examen ;
- *procesado* (subs. et adj.) : inculpé, mis en examen ;
- *querellado* (subs. et adj.) : inculpé, mis en examen.

La première distinction s'établit au niveau du registre : *procesado* mais aussi *encartado* (l'attrait) et *encausado* (inculpé mis en accusation) sont des termes qui relèvent à la fois des registres de droit civil et de droit pénal. Alors que *inculpado*, *imputado*, *denunciado* et *querellado* appartiennent exclusivement au registre pénal avec une nuance toutefois entre *querellado* et *denunciado* : dans le cadre d'une procédure pénale, le premier est poursuivi par la partie civile pour crime (après enquête, il pourra être accusé *i.e.* renvoyé devant la cour d'assises) et le second pour délit et

13. En droit espagnol, *inimputable* (substantif et adjectif) peut qualifier soit des personnes soit des choses (acte, fait, conduite) et ses équivalents sont « incapable » (substantif applicable aux personnes) et « non-imputable » (adjectif appliqué à un fait).

14. *Inimputable* renvoie à une personne déclarée incapable dans les *Causas de inimputabilidad* (démence, troubles mentaux, légitime défense, état de nécessité).

15. Un *incapacitado* est un individu frappé d'incapacité ; le terme renvoie à l'état d'une personne incapable de jouir de ses biens ou de ses droits pour des raisons physiologiques ou juridiques.

16. *Una persona discapacitada* (C. civ. esp., a. 619) renvoie, en droit pénal français, à la notion de « personne vulnérable ».

contravention (prévenu qui comparaitra devant une juridiction répressive jugeant les délits).

La deuxième distinction se fait au niveau de la procédure : les termes de *querellado*, *imputado*, *denunciado* qualifient la personne poursuivie au cours de l'instruction préparatoire et ceux de *encausado*, *encartado*, *inculpado* et *procesado* désignent la personne contre laquelle des preuves rationnelles ont été réunies et un mandat d'arrêt lancé.

Le dernier cas est celui d'absence de toute équivalence de terme d'un système à l'autre pour une des trois raisons suivantes : soit il y a absence de notion et de dénomination, soit absence de dénomination soit absence de notion.

Absence de notion et de dénomination

C'est le cas le plus courant et la stratégie de traduction serait la création d'un néologisme sémantique (un terme ou une tournure correspondante) puis la création d'une forme correspondante, concrètement par le biais d'une adaptation du texte, d'un commentaire explicatif entre parenthèse et/ou d'une note en fonction du terme donné et de son aptitude à être explicité par des termes plus ou moins succincts. On introduit ainsi la notion dans la langue du droit qui l'ignore, mais toujours de façon explicite pour que la traduction puisse remplir, dans la culture cible, la fonction pragmatique attendue par le client.

On peut prendre, à titre d'exemple, les organisations juridictionnelles espagnole et française. On remarque alors que le *Tribunal Constitucional* espagnol n'a pas la même nature juridique que le Conseil constitutionnel français qui n'est pas une juridiction mais un organe de contrôle et de consultation (recours d'inconstitutionnalité, question d'inconstitutionnalité, conflits de compétence). On relèvera également l'inexistence en France d'instances équivalentes aux *Tribunales Superiores de Justicia de las Comunidades Autónomas* (créés à la suite de la décentralisation du pouvoir judiciaire avec, en outre, une mention spéciale pour les droits spéciaux régionaux, *los derechos forales*, de certaines Communautés autonomes¹⁷, source de déséquilibre dans les transferts de compétences en matière judiciaire), l'existence en Espagne de la *Audiencia Nacional* qui n'a pas d'équivalent en France, l'existence en France de la Cour d'assises qui n'a pas d'équivalent en Espagne ainsi que de deux instances proches bien que différentes, le Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance

17. Ce sont les : Derecho Foral Aragonés, Derecho Foral Navarro, Derecho Foral Vizcaíno y Alavés, Derecho Civil Catalán, Derecho Civil Balear et Derecho Foral Gallego.

qui, avec la Cour d'appel, seraient l'équivalent au niveau des compétences des *Juzgados de Primera Instancia* et de la *Audiencia Provincial* en Espagne. Ce que le traducteur doit expliciter ici, c'est que le Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance sont tous deux compétents en première instance alors que l'appel se fait au niveau de la Cour d'appel et de la *Audiencia Provincial*, la cassation intervenant au niveau de la Cour de cassation et du *Tribunal Supremo*.

Au niveau des institutions de l'ordre judiciaire, il existe une grande différence entre le système français et le système espagnol, liée d'une part, au fait que l'importance du Parquet (*Cuerpo de Fiscales*) est beaucoup plus importante en France qu'en Espagne et d'autre part, au fait que la justice est centralisée à Paris alors qu'en Espagne nous avons deux éléments de distorsion des équivalences: les *Tribunales Superiores de Justicia de las Comunidades Autónomas* et la *Audiencia Nacional*. Soulignons également qu'en France, la justice administrative est séparée de la justice civile et pénale alors que ce n'est pas tout à fait le cas en Espagne.

Dans ce cadre, il n'est pas rare de voir certains traducteurs employer le calque de façon injustifiée comme pour «Corte de Casación»¹⁸ ou «Audience nationale» (toujours entre guillemets) parce qu'il constitue selon Alain Rey:

la solution la plus évidente, la plus paresseuse mais aussi la plus efficace internationalement car elle neutralise partiellement les différences interlinguistiques et respecte ainsi la notion originelle, plus aisément repérée. On peut dire que l'emprunt (ou calque) dénomme la notion et connote son origine, ce qui explique son succès malgré tous ses inconvénients (Rey, 1979 : 68)

La pratique est peut-être courante, encore faut-il en informer clairement le destinataire pour éviter de se trouver face à un document transposé qui aurait l'apparence d'un texte source et attribuerait à une juridiction donnée des compétences qu'elle n'a pas. Les limites ici sont marquées par les faux amis.

Une dernière remarque, dans le cadre des institutions judiciaires, concerne la correspondance entre le personnel de justice et plus exactement les magistrats: le problème se pose, par exemple, dans la traduction des Commissions rogatoires, jadis appelées *Cartas rogatorias* mais

18. Le terme de «corte» est inexistant dans l'ordre judiciaire espagnol. Il n'apparaît qu'en droit international pour désigner la Cour internationale de justice (Corte Internacional de Justicia, art.92 de la Charte des Nations unies), mais seule une minorité d'internationalistes espagnols l'emploient, la grande majorité préférant l'usage de Tribunal Internacional de Justicia (rappelons que le Tribunal international de justice a disparu avec la Société des Nations).

aujourd'hui *Comisiones rogatorias*. L'équivalent du Procureur général est le *Fiscal del Tribunal Supremo*. Or, en vertu d'un accord passé entre la France et l'Espagne en 1996, il a été établi que ces textes seraient traités en Espagne par les *Secretarios judiciales de los Juzgados de Primera Instancia* et en France par les Procureurs généraux de la Cour d'Appel et les Procureurs de la République des Tribunaux de Grande Instance.

Les dictionnaires juridiques traduisent très justement *secretario judicial* par secrétaire-greffier ou greffier. Il y a là, à l'évidence, une non correspondance au niveau des compétences qui relève des différences culturelles car nous avons, d'une part, les procureurs de la République et d'autre part, les greffiers. Mais en Espagne, le *secretario judicial* est plus qu'un greffier, il a pour ainsi dire rang de magistrat auxiliaire de justice sans en avoir toutefois le pouvoir de décision. C'est à lui qu'incombe la charge d'instruire le dossier et il est très souvent le principal interlocuteur des avocats, le juge n'intervenant que sur les dossiers qui demandent une prise de décision. Quant à l'huissier, c'est une profession qui existe en France mais pas en Espagne. Certaines compétences de l'huissier relèvent des attributions du *secretario judicial* (greffier), et d'autres de celles de *el agente de la Autoridad judicial* (agent de l'autorité judiciaire, fonctionnaire public). Enfin, le *procurador*, traduit par «l'avoué» (mais pas dans le sens français du terme), est un auxiliaire de justice intermédiaire entre l'avocat et le demandeur qui lui confie la constitution de son dossier. Un dernier corps, créé en 1984 en Espagne et qui n'a pas d'équivalent en France, est celui des *Letrados del Estado* qui ont la charge de représenter et de défendre l'État, ses organismes autonomes et les organes constitutionnels. Les pratiques culturelles sont ici très différentes.

Absence de dénomination

Ce cas est plus fréquent. Un premier exemple très court, celui de l'intraduisible *Compulsivo* du droit espagnol. C'est une notion qui existe dans le droit français, sans dénomination, mais sous forme de périphrase «celui qui agit sous la contrainte». On peut aussi citer le terme de *fallo* traduit par les dictionnaires par «arrêt, sentence, décision, jugement» de même que «*sentencia*: sentence, arrêt, jugement». Le terme de «*sentencia*» couvre à la fois le concept de jugement (en première instance) et celui d'arrêt (en deuxième instance et en cassation). Or, il peut y avoir sentence ou jugement sans *fallo* qui est le dispositif du jugement.

De même, à la différence du droit pénal français qui classe les infractions pénales selon leur gravité en «crimes, délits et contraventions», le droit pénal espagnol connaît un classement bipartiste : *Delitos y faltas*.

Absence de notion

Il peut paraître étrange qu'il y ait absence de notion pour un terme dûment dénommé. L'explication peut être simple à partir du cadre méthodologique de l'analyse des champs notionnels. La littérature qui entoure le droit (traductions et droit comparé inclus) rend compte de l'existence de termes, ou plus exactement de dénominations, empruntés à d'autres droits, mais sans que les notions de ces dites dénominations aient une existence réelle dans le système juridique qui les emprunte. Par exemple, les notions de *responsabilidad por daños originados por cosas* (responsabilité du fait des choses, parfois *responsabilidad por hecho de las cosas* dans certains traités de droit), *responsabilidad por daños causados por un animal* (responsabilité du fait des animaux) ou de *perturbación causada a las relaciones de buena vecindad* (ou *disturbios de vecindad* soit les troubles de voisinage) auquel le droit espagnol se réfère sont calquées sur le droit français. Au niveau du traducteur, le problème est de savoir quelles sources utiliser en cas d'absence d'équivalent de notion.

La première hypothèse, c'est qu'il existe des cas où la notion absente dans un corpus donné peut exister dans un autre registre du droit cible. On parle alors d'emprunt interne. Par exemple, la *compensación* est un terme absent du corpus espagnol en tant qu'équivalent de la « compensation » qui désigne l'indemnité, le dédommagement, la réparation (le terme exact est *resarcimiento*, C. pén. esp., a. 122) mais c'est un terme qui apparaît dans le Code civil espagnol pour désigner les compensations conventionnelle, judiciaire, légale (les dettes réciproques par exemple, C. civ. esp., a. 1195).

Le traducteur peut également recourir à d'autres stratégies comme à la réactualisation de notions devenues obsolètes dans le droit cible ou, par exemple au niveau du droit communautaire, à l'inspiration à d'autres droits pour éviter la création pure et simple.

Dans le domaine communautaire, il convient de souligner que le développement du droit des traités et de l'intégration européenne amène, dans certains secteurs, la création d'une terminologie officielle notamment en droit douanier ou en matière de valeur ajoutée. Chaque terme dispose ainsi de son équivalent officiel dans l'autre langue et c'est donc le Code des douanes communautaire et sa version officielle qu'il faut consulter et non plus le dictionnaire.

La principale difficulté de la traduction juridique relève des termes à fort contenu culturel. Ceux-ci sont souvent absents des contrats et des textes juridiques commerciaux du fait d'une certaine neutralité culturelle de

par leur vocation internationale, mais ils sont largement présents dans les commentaires juridiques et les textes dits «para-juridiques» (les noms d'institution, les intitulés de fonction, etc.).

Certains juristes préfèrent sacrifier le génie de la langue cible (en rejetant certaines méthodes de traduction) afin de sauvegarder la technicité d'un texte juridique. Mais une traduction littérale peut livrer un texte sensiblement différent du message initial au niveau de la portée qui compromettrait la sécurité juridique. La fidélité du traducteur ne doit pas l'amener à traduire la confusion par l'obscurité (sous couvert de langage technique) mais à signaler à celui qui commande le travail l'ambiguïté, l'incohérence apparente du texte de départ.

C'est dans ce sens que le traducteur doit se livrer à un important travail d'adaptation pour rendre le texte compréhensible pour le lecteur cible. Il est essentiel, dès le départ, de cerner l'étendue ou la non étendue des connaissances de celui-ci pour que la traduction réponde pleinement à ses besoins. Il faut donc d'abord définir l'utilisation qui sera faite de la traduction avant de décider de la démarche à adopter et de la quantité d'explications et d'informations à fournir, en prenant soin de définir précisément où doit s'arrêter l'adaptation.

Le traducteur doit être formé pour être capable, grâce à des techniques nombreuses et complexes, de faire passer un message d'une langue à l'autre, d'un droit à l'autre, d'une culture à l'autre. Comme le juriste qui guide son client, le traducteur juridique doit être capable de guider son client vers un texte d'arrivée d'excellente qualité: «au confluent du droit et de la langue, le traducteur juridique (ou jurilinguiste) représente la synthèse de l'expression (linguistique) du droit. A ce titre, il dépasse la fonction de traducteur, il est aussi un interprète du droit» (Gémar, 1988 : 314)

Les problèmes que pose la transplantation de la norme juridique d'une culture à l'autre sont considérables et les passerelles juridiques ou linguistiques ne sont pas faciles à trouver. Néanmoins, et dans la perspective de recherche d'adéquation culturelle, la triple règle de grande précision, grande simplicité et conformité maximale à la culture d'arrivée s'avère précieuse. Elle doit prévaloir et elle prévaut déjà dans le domaine du Droit communautaire.

Bibliographie

- Cornu, Gérard, *Linguistique juridique*, Paris, Montchrestien, 1990.
- Gémar, Jean-Claude, «La traduction juridique et son enseignement: aspects théoriques et pratiques», *Meta*, XXIV, 1, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1979.
- , «La traduction juridique: art ou technique d'interprétation?», *Meta*, XXXIII, 2, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988.
- Hernandez Gil, Antonio, *El lenguaje en el Código Civil*, Madrid, Real Academia de Jurisprudencia y Legislación, 1988.
- Laurian, A. M., «L'expression du locuteur dans le discours scientifique», *Revue de linguistique romane*, 44, 1988.
- Nida, Eugène, *Towards a Science of Translating*, Leiden, Brill, 1964.
- Rey, Alain, *Terminologie, noms et notions*, Paris, PUF, Coll. «Que sais-je?» n° 1780, 1979.
- Rouland, Norbert, *Aux confins du Droit*, Paris, Éd. Odile Jacob, 1991.

ANNEXE 1

BOE núm.51

Viernes 28 febrero 1997

6759

4262 *Acuerdo entre el Reino de España y la República Francesa sobre la aplicación del Convenio de La Haya de 15 de noviembre de 1965, relativo a la notificación o traslado en el extranjero de documentos judiciales y extrajudiciales en materia civil o comercial, firmado en Bruselas el 29 de noviembre de 1996.*

Acuerdo entre el Reino de España y la República Francesa sobre la aplicación del Convenio de La Haya de 15 de noviembre de 1965, relativo a la notificación o traslado en el extranjero de documentos judiciales y extrajudiciales en materia civil o comercial.

En aras a simplificar el procedimiento de notificación de documentos judiciales y extrajudiciales en materia civil y comercial, los Gobiernos de Francia y España acuerdan, en el marco del Convenio de La Haya de 15 de noviembre de 1965.

Primero – En aplicación del artículo 10, b) del Convenio de La Haya de 15 de noviembre de 1965 :

a) Los documentos se transmitirán directamente :

En España por los secretarios judiciales de los Juzgados de Primera Instancia

En Francia por el Procurador general de la « Cour de Cassation », los Procuradores generales de la « Cour d'Appel » y los Procuradores de la República de los Tribunales de « Grande Instance ».

b) Los documentos se recibirán y notificarán :

En España por los Secretarios judiciales de los Juzgados de Primera Instancia

En Francia por los Procuradores de la República de los Tribunales de « Grande Instance ».

Segundo – A los efectos del apartado anterior, los Estados se intercambiarán un listado de sus unidades territoriales junto con las autoridades competentes, en cada una de ellas, para recibir los documentos y notificarlos. Estos listados deberán actualizarse de forma permanente.

Tercero – La petición de notificación y el certificado de notificación se cursarán de acuerdo con los formularios que se incorporan como anexo.

Cuarto – Las autoridades competentes completarán los formularios en lengua española y francesa.

Quinto – El presente Acuerdo entrará en vigor para ambos Estados el 1 de enero de 1997, permaneciendo vigente, salvo denuncia por escrito y por vía diplomática, hasta la entrada en vigor del Convenio relativo a la notificación o traslado de los documentos judiciales y extrajudiciales en materia civil y comercial que en la actualidad se está negociando en el seno de la Unión Europea.

Hecho en Bruselas a 29 de noviembre de 1996

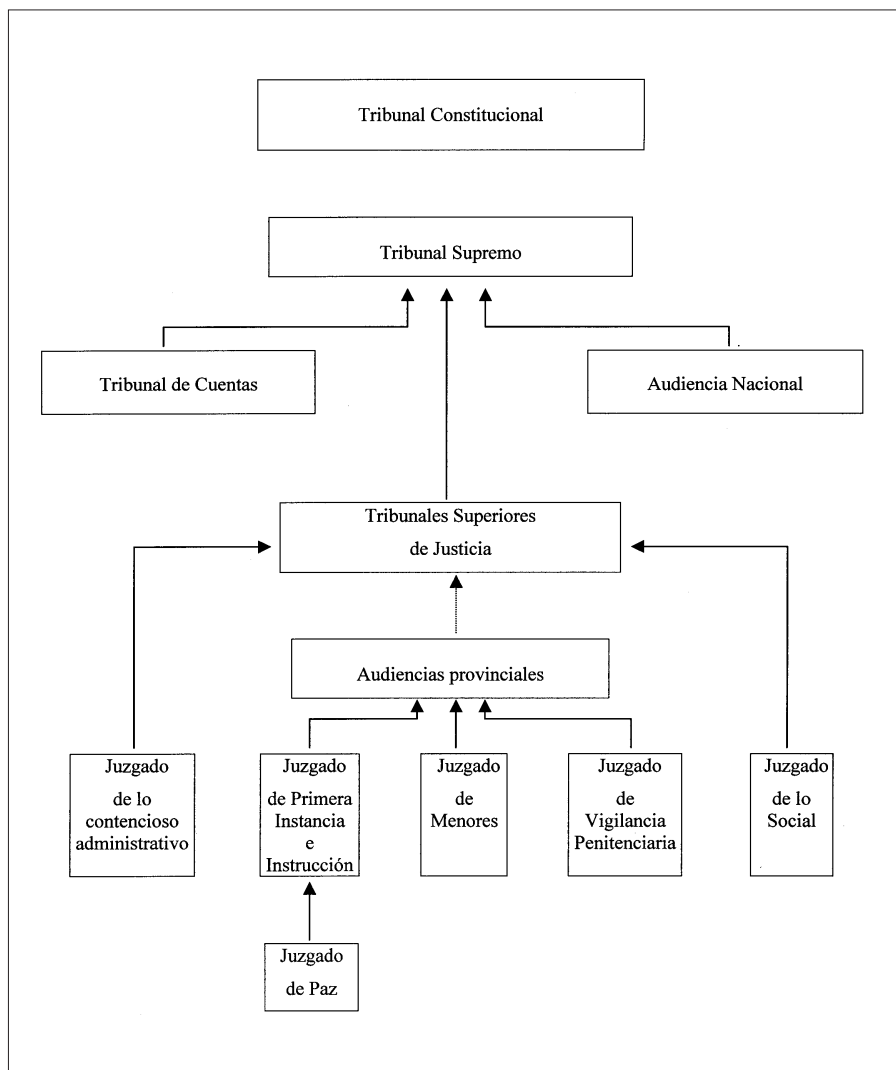
Por el Reino de España
Margarita Mariscal de Gante y Mirón

Ministra de Justicia

Por la República Francesa
Jacques Toubon

Ministro de Justicia

ANNEXE 2



Organisation juridictionnelle espagnole (L.O. 6/1985).

ANNEXE 3

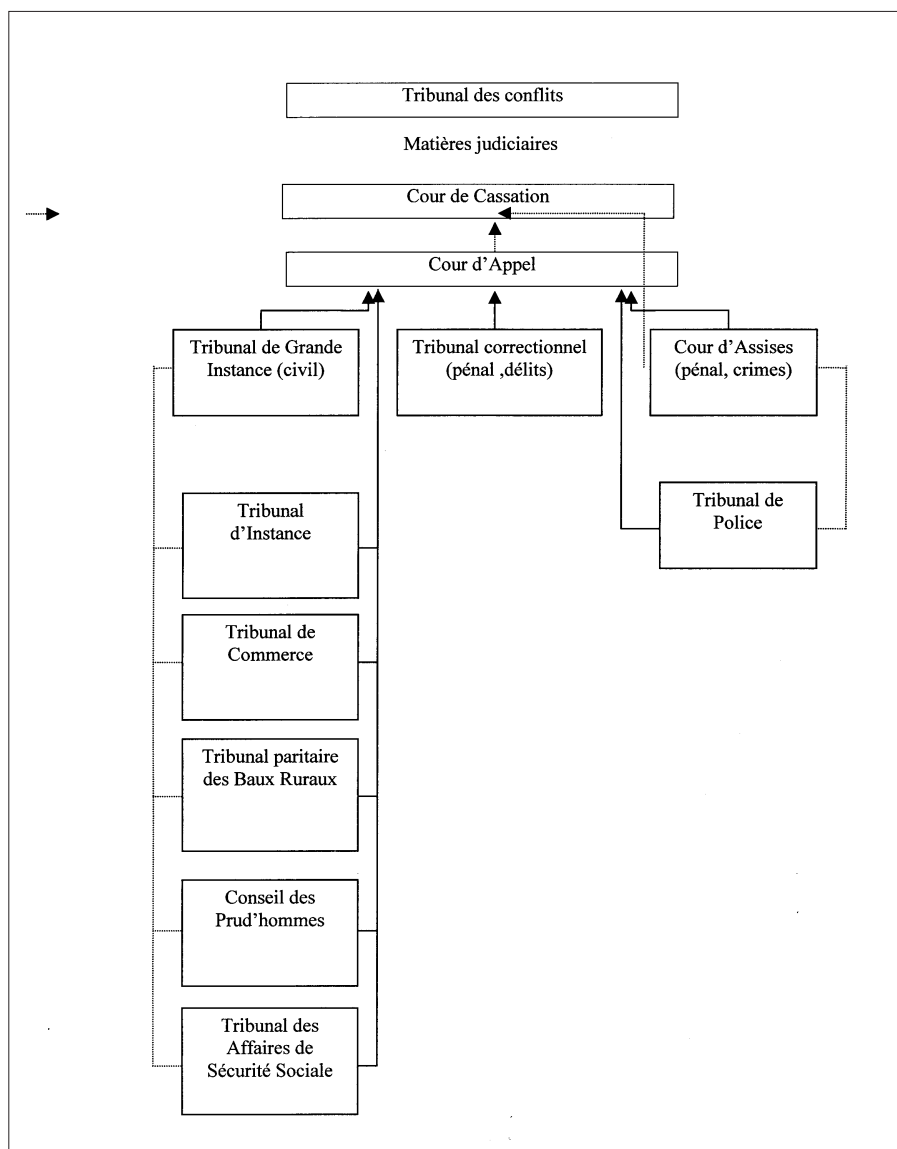


Tableau général des juridictions de l'ordre judiciaire français.